

# Projet éolien de la Seigneurie de Beaupré

## Québec

Mémoire pour le *Bureau d'audiences publiques sur l'environnement* (BAPE)  
<http://www.bape.gouv.qc.ca/>

Mireille Bonin, Massif du sud  
et  
Jean Bédard, Kinnear's Mills

29 juin 2012

*Ce court mémoire est dédié  
aux chercheurs de l'évaluation environnementale  
qui étudient les mémoires des simples citoyens  
pour faire évoluer leur profession.*

## L'Éolien, une énergie politique

### *Introduction*

Au moment où les citoyens du projet éolien de l'Érable faisaient le plus de bruit, regroupés sous le nom de *Regroupement pour le développement durable des Appalaches* (RDDA) et que ceux-ci travaillaient en collaboration avec les citoyens du Massif du sud, de Kinner's Mills, de Ste-Luce et de Saint-Valentin afin de protéger les territoires habités, les parcs régionaux, la vue sur le bord du fleuve et les terres agricoles des nuisances d'une industrie envahissante, le gouvernement du Québec était fier d'annoncer que le projet de la Seigneurie de Beaupré était le projet parfait, car il se trouvait sur des terres privées, à 10 km des terres habitées et qu'il ne dérangerait donc personne.

Critères intéressants en effet dont il faudra se souvenir dans cette filière... mais loin de la perfection.

Au cours de ces quelques pages et des 15 minutes que nous aurons pour faire valoir nos points devant le BAPE, nous nous attarderons sur la pertinence de la filière éolienne au Québec, ce que les professionnels de l'évaluation environnementale appellent « l'opportunité », sur le fait qu'il n'y a pas eu d'évaluation environnementale stratégique quant à cette nouvelle filière et que l'éolien au Québec est une dépense inutile et que nous n'aurions pas dû effectuer si nous avions à cœur de fournir aux citoyens du Québec une électricité propre, fiable, renouvelable et au meilleur coût tel que nous le promet la *Loi sur Hydro-Québec*.<sup>1</sup>

### *L'opportunité de l'éolien*

L'éolien est une filière qui se développe par des projets privés, pour des profits privés particulièrement dans le projet de la Seigneurie de Beaupré ; par contre, les dépenses sont publiques et aux frais des contribuables. Quant à l'investissement, la revente des projets à profit, les hauts taux de rendement annuels, les déductions et les crédits fiscaux, tout cela va aux promoteurs privés ; cependant, le coût du raccordement de l'éolien au réseau de transport d'Hydro-Québec, les problématiques liées au « défi », donc au coût élevé pour transporter l'électricité et la mixer, le prix de rachat de l'énergie éolienne à taux fixes, garantis, indexés et souvent à perte, c'est aussi pour nous, contribuables du Québec.

Tout ça pour desservir de l'électricité à des milliers de résidences... qui ont déjà l'électricité et pour une énergie intermittente qui ne fonctionne pas toute seule ; ça ne sert donc des milliers de résidences... que par temps venteux.

L'éolien n'apporte rien que nous n'ayons déjà, nous qui vivons dans le Sud du Québec. L'éolien au Québec n'est pas là pour desservir les habitants du Nord qui n'ont encore aujourd'hui que le diesel pour produire leur électricité et se chauffer, la forme d'énergie la plus polluante de toutes. Non, l'éolien, c'est pour nous, les gens du Sud. Si on en croit le Plan Nord, l'énergie électrique propre et renouvelables pour

---

1. Des deux côtés de l'Atlantique, le Québec et la France organisent des échanges sur ce que chacun fait en matière d'écoute citoyenne. C'est pourquoi le *Bureau d'audiences publiques sur l'environnement* (BAPE) québécois est en relation avec la *Commission nationale du débat public* (CNDP) français : <http://www.participation-du-public.net/>.

tous, c'est un projet qui s'étendra sur 50 ans et des 3 500 MW qu'on produira d'ici là dans le Nord, seulement 300 MW seront réservés à l'éolien, car l'éolien, selon madame Diane Jean, sous-ministre du MDDEP (entendue au cours du colloque organisé par le Secrétariat francophone pour l'évaluation environnementale le 12 juin à Montréal) c'est très difficile à implanter dans le Nord.

Dans le Sud, le travail a déjà été fait dans les années 1960, alors que l'hydro-électricité est devenue un produit accessible pour tous les Québécois, qu'ils habitent au bout d'un rang éloigné ou en ville et au même prix pour tout le monde. Dans ces années-là, avoir de l'électricité à un prix abordable a fait toute la différence entre vivre dans le noir de peur de voir la facture d'électricité augmenter de manière exponentielle et celle de ne pas craindre d'utiliser l'électricité pour se servir d'appareils électriques pour son entreprise, pour l'agriculture ou pour la maison. Ça été le début de la prospérité des québécois, grâce à l'avantage que nous procurait une énergie stable, abondante, bon marché et accessible à tous.

Pourquoi devons-nous donc accepter comme société de payer deux fois pour un même service et d'ajouter ainsi des dépenses inutiles qui se traduiront sur nos factures d'électricité ? Pour revendre les surplus à perte ou pire, payer des industries pour ne pas produire, comme on le fait avec le gaz de Trans-Canada Énergie qui nous coûte 200 millions de dollars par année pour ne pas produire de gaz, car nous n'en avons pas besoin (<http://www.lapresse.ca/le-soleil/affaires/actualite-economique/201203/26/01-4509605-transcanada-energy-dedommagee-200-millions-par-an-selon-le-pq.php>)

L'éolien pour nous citoyens du Québec est une dépense inutile, un gaspillage de ressource, un gaspillage d'énergie et une perte de temps. Pendant qu'on s'évertue à produire plus cher une duplication d'énergie électrique que nous avons déjà en surplus, où sont nos investissements en recherche et développement pour faire travailler nos inventeurs, nos créateurs, nos ingénieurs ?

D'ailleurs, pour revenir à l'éolien, la tête pensante, c'est le turbinier. D'où viennent ces turbiniers ? De l'Europe et bientôt de la Chine. Qu'avons-nous gagné au niveau des exportations ? Avons-nous réussi à exporter nos composantes d'éoliennes ? Avons-nous réussi à exporter notre savoir faire ? En éolien, si le Québec ne produit pas plus d'éoliennes maintenant pour le Québec, les Marmen et autres compagnies de composantes d'éoliennes en Gaspésie ne survivront pas ; il faut produire juste pour garder des jobs, indépendamment de ce que ça nous coûte et surtout indépendamment de nos besoins. Il fallait lire la lettre que Marmen a écrite dans le cadre du BAPE du Massif du sud en janvier 2011 pour comprendre que l'éolien n'est pas une filière durable au Québec. En voici un extrait :

« Compte tenu de la politique industrielle du gouvernement québécois en matière d'énergie, Marmen Énergie est entièrement dépendante des projets éoliens régionaux. Par conséquent, la non-réalisation du projet Massif du Sud aurait sans aucun doute un impact direct très négatif pour notre production. Le taux de production de tours éoliennes et de nacelles serait directement affecté sans aucune substitution possible avec de nouveaux projets. Ce qui engendrerait automatiquement des pertes d'emplois massives pour nos travailleurs. »

## *Mythes et réalités de l'énergie au Québec vu par Hydro-Québec*

En janvier 2012, au cours de sa tournée, Hydro-Québec est venue faire une présentation au Musée de la civilisation de Québec sur les *Mythes et réalités de l'énergie*. Le but était de redorer le blason de l'hydro-électricité malmenée par les Etats-Unis et par les gens inquiets de voir le projet hydroélectrique de la Romaine prendre forme, lesquels recommandaient de faire de l'éolien à la place. Cette solution n'était pas viable et Hydro a démontré chiffres et graphiques à l'appui que l'éolien ne remplacera jamais aucune énergie fiable que ce soit. Dommage que le power-point présenté le 11 janvier 2012 au Musée ne soit pas disponible et qu'il n'y ait qu'une version courte disponible sur le net :

<http://www.hydrosourcedavenir.com/realites>

<http://www.mcq.org/mobile/fr/activites/activites-culturelles/activite-w3264?retour%5BtypeActivite%5D=&retour%5BdateDebut%5D=J%2FMM%2FAAAA&retour%5BdateFin%5D=J%2FMM%2FAAAA>

La présentatrice démontrait dans l'un de ses graphiques que l'endroit dans le monde où il y avait le plus gros pourcentage d'éolien dans le mix énergétique d'un pays se trouvait en Espagne (alors que là où il y en a le plus c'est aux U.S.A et que l'éolien n'a pas fait fermer une seule centrale au charbon là-bas, le lobby du charbon est beaucoup trop fort...) et que même en Espagne, il n'y avait que 17 % d'éolien et que l'éolien n'avait pas remplacé les autres formes d'énergies mais cela avait fait grimper les factures d'électricité et pas réduit non plus les GES.

## ***Le leurre de la réduction des Gaz à effet de serre (GES)***

Avons-nous abaissé nos GES avec l'éolien au Québec ? Les citoyens n'ont pas accès aux chiffres, mais Hydro-Québec pourrait répondre à cette question ; en fait, avec l'éolien on a ajouté des GES en dupliquant inutilement l'éolien à notre électricité propre et renouvelable qu'est l'hydro-électricité, la seule énergie renouvelable stockable.

Par ailleurs, le promoteur du projet de la Seigneurie de Beaupré, à qui la question a été posée à la séance de question du Mont Saint-Anne en juin 2012, a répondu que cette question n'était pas dictée par la Directive pour la réalisation d'une étude d'impact sur l'environnement d'un projet de parc éolien. Voir sa réponse dans les pièces jointes. En fait, toute cette propagande sur la réduction des GES n'était qu'une tactique de communication orchestrée par les vendeurs d'éolien pour donner bonne conscience au public qui voulait que quelque chose soit fait pour l'environnement et favoriser ainsi la renaissance d'une industrie moribonde dans les années 1990, par la pression sociale en faveur de la vertu que représentait l'éolien.

Les signataires de ce mémoire ont assisté à plusieurs BAPE sur l'éolien et cette question n'est jamais partie au débat. Dans un débat de grand projet, il n'y a que les intérêts des uns et des autres qui comptent, la planète et les GES, c'est pour les discours et les gens qui n'ont pas d'intérêt dans l'éolien. Quand d'un côté la qualité de vie, la santé et la valeur des propriétés des riverains sont en jeu et que de l'autre les millions d'investissements des promoteurs le sont, les GES ne pèsent pas fort dans la balance.

Les multinationales ont vendu la réduction des GES dans le monde pour inciter les urbains à les appuyer, favorisant ainsi les largesses des gouvernements pour subventionner, alléger les fardeaux fiscaux et créer des incitatifs à produire de l'éolien sans qu'on en ait étudié les coûts/bénéfices, sans qu'on ait fait d'évaluation environnementale stratégique et sans qu'on écoute en amont des projets ceux qui devront en subir les nuisances. (voir le blogue : <http://le-vent-tourne.blogspot.ca> des 23 mars, 29 mars, 12 avril, 12 mai).

Bref, pendant qu'on regarde du côté de l'éolien pour se donner une vertu, on ne regarde pas du côté des transports et c'est là que le travail est à faire si on veut réduire la pollution dans notre province. L'éolien n'a jamais prétendu remplacer le pétrole et même s'il était question de se véhiculer en voitures électriques, Hydro-Québec nous assurait lors de cette conférence au Musée en janvier dernier, que nous étions prêts maintenant à fournir plus d'un million de voitures électriques alors qu'au moment où on écrit ces lignes, il n'y a même pas 1 % de notre production électrique qui nous vient de l'éolien. D'ailleurs, y gagnerions-nous au change avec la voiture électrique, considérant les problématiques environnementales reliées aux batteries de ces voitures ? Les citoyens ne peuvent répondre à cette question, mais les professionnels de la *Cité de l'énergie* à Shawinigan le peuvent. D'ailleurs ceux-ci clament à qui veut les entendre que la voiture électrique n'est pas la solution.

## ***Les surplus d'Hydro-Québec nous coûtent cher***

Vendre au rabais notre électricité, payer des promoteurs pour ne pas produire d'énergie, lancer des rumeurs de pénurie d'électricité comme dans les années 1970 pour nous faire ménager notre électricité en vue d'améliorer nos exportations, tout cela nous coûte cher, en fait, nuit à notre productivité. De l'aveu même d'Hydro dans sa demande à la Régie de l'énergie, cette année, nos surplus nous coûteront cher. Voir Régie de l'énergie ([http://internet.regie-energie.qc.ca/Depot/Projets/146/Documents/R-3803-2012-B-0005-DEMANDE-PIECE-2012\\_06\\_15.pdf](http://internet.regie-energie.qc.ca/Depot/Projets/146/Documents/R-3803-2012-B-0005-DEMANDE-PIECE-2012_06_15.pdf)).

Quand ce sont les lobbys qui dictent nos choix dits de société, nous, citoyens perdons à chaque fois, si ce n'est en argent, c'est dans la confiance que nous avons dans notre système et qui, en bout de ligne, vient affaiblir notre société de droit et donc notre compétitivité dans le monde.

La transparence, l'accès à l'information et surtout le respect des citoyens sont essentiels au développement social et économique du Québec.

Le jeudi 28 juin 2012, l'émission de la Tribune à Radio-Canada portait sur nos choix énergétiques dans la foulée de l'inauguration de la Centrale hydroélectrique d'Eastmain.

[http://www.radio-canada.ca/emissions/la\\_tribune/2012/index.asp](http://www.radio-canada.ca/emissions/la_tribune/2012/index.asp)

Cette émission a dégagé le fait que les surplus d'électricité nous coûtent cher, car nous produisons les nouvelles formes d'électricité, l'éolien en particulier, à 10 cents le KWh et nous la revendons à 5 cents le KWh.

Les invités à l'émission, le professeur Bernard de l'Université d'Ottawa et Jean-Marc Carpentier, vulgarisateur scientifique, tous deux experts en énergie, arrivent curieusement à la même conclusion que

celle des simples citoyens qui ont étudié l'énergie : il n'y a pas de marché présentement pour nos surplus. Les Américains avec leurs gaz de schiste tendent à l'indépendance énergétique et nous achètent notre électricité à perte pour nous, et si au moins nous avions fait une entente avec l'Ontario pour échanger de l'électricité contre du pétrole, nous serions gagnants, mais ça n'a pas été fait. Et qui va payer la note ? Nous les contribuables. On va augmenter nos tarifs et réduire les dividendes des actionnaires d'Hydro.

Les gens à l'émission se demandaient : mais où donc est notre politique énergétique ? Les décisions sur l'énergie sont prises en catimini dans le bureau du Premier ministre, sans transparence. Quand est-ce que ces surplus seront considérés pour améliorer la qualité de nos transports publics au lieu de seulement être considérés pour la revente aux U.S.A ? Quand est-ce que les décisions sur l'énergie se prendront de manière transparente, par une institution indépendante qui se donnera des critères et des indicateurs pour prendre des décisions logiques ou lieu de prendre des décisions politiques ?

### *Les apprentissages des professionnels de l'évaluation environnementale*

Cette année le colloque annuel organisé par le Secrétariat international francophone sur l'évaluation environnementale, le SIFÉE ([www.sifee.org](http://www.sifee.org)), regroupant les professionnels de l'évaluation environnementale de la Francophonie, se tenait à Montréal du 12 au 15 juin. Nous y étions.

Du Québec, nous y avons entendu les représentants des Ministères impliqués soit le MDDEP et le MRNF, des représentants de grandes compagnies, dont Hydro-Québec et Rio Tinto, de savants professeurs de nombreuses universités, des commissions dont la Commission de la qualité de l'environnement Kativik et bien sûr le BAPE ; Il y avait également de la Francophonie des représentants de toute l'Afrique, y inclus de l'Afrique du Nord et de l'Europe.

Un des grands enjeux des professionnels de l'évaluation environnementale et poussé par bon nombre de conférenciers, dont les représentants du BAPE, est celui de la consultation préalable, c'est-à-dire consulter les populations en amont des projets avant que les investissements soient faits par les promoteurs.

Il y a eu aussi l'enjeu de la valeur inestimable des évaluations environnementales stratégiques et cette question a même été soulevée par le public dans la salle.

La question de l'opportunité des projets a quant à elle été soulevée par le Secrétaire général des débats publics en France, qui s'étonnait que cette question n'ait pas été au cœur du thème sur la participation publique.

Et il y a eu cette question sur l'avancée de la responsabilité sociale des compagnies par laquelle les promoteurs de grands projets établissent un rapport et une écoute avec les citoyens, dans l'intérêt du projet, car il est maintenant reconnu que les actions des compagnies qui ne respectent pas les populations et l'environnement, chutent en bourse.

### **Conclusion**

Le mandat du BAPE ne lui permet pas de s'interroger sur l'opportunité de l'éolien, mais dans son analyse sur les impacts du projet, peut-il recommander une évaluation environnementale stratégique qui mettrait en lumière la relation coût/bénéfice de l'éolien au Québec ?

Si on avait commencé par une évaluation environnementale stratégique avant de lancer le deuxième appel d'offres de l'éolien en 2008, on aurait eu tout en main pour jeter les bases d'une véritable politique énergétique au Québec au lieu d'entériner une stratégie politique pour le bénéfice de quelques-uns sans égard aux services que nous rendent la nature, sans égard aux impacts de cette décision sur notre économie, sur la qualité de vie des résidents du Québec et sur la protection de notre territoire.

Il n'est jamais trop tard pour bien faire.